

Une évaluation de la souveraineté alimentaire: Massabielle (Haïti)

2025

**Centre de Recherche Interdisciplinaire et de Valorisation des Savoirs sur
Haïti (CRIVASH)**

Marylynn Steckley, Walner Osna, Joshua Steckley, Magalie Civil, Peterson Derolus

TABLE DES MATIÈRES

Contexte	3
Méthodologie	4
Résultats	5
Informations Démographiques.....	5
Systèmes alimentaires, Accès à la terre et aux ressources.....	7
SÉcurité alimentaire communautaire	9
Alimentation, Politique et Pouvoir	13
Alimentation et Environnement.....	14
Inventaire De Santé	15
Genre et alimentation	17
Culture alimentaire	18
Visions d'avenir	20
Conclusion	21
Références	22

CONTEXTE

En 2024, la faim en Haïti a été la pire jamais enregistrée, certains la qualifiant de « pire crise alimentaire de l'histoire d'Haïti » (Taylor, 2023). Plus d'un million de personnes étaient au bord de la famine (UN News, 2024). Historiquement, l'insécurité alimentaire s'est concentrée dans les zones rurales d'Haïti, où vivent encore 45 % des Haïtiens. Cependant, les défis chroniques auxquels sont confrontés les producteurs-trices ruraux — le manque de soutien de l'État, les politiques d'ajustement structurel qui ont affaibli la production alimentaire locale et déclenché la dépendance aux importations alimentaires, les infrastructures médiocres (irrigation, transport et stockage des aliments), ainsi que les impacts du changement climatique tels que les conditions météorologiques instables, ont aggravé l'insécurité alimentaire. Malgré ces difficultés, l'agriculture continue d'être une source clé de revenus et d'approvisionnement alimentaire en Haïti, contribuant à un quart du PIB du pays chaque année (World Bank Group, 2023 ; Berman and Kuperberg, 2024).

Il y a un réel besoin de répondre à l'insécurité alimentaire dans la crise contemporaine d'Haïti, et les organisations étrangères prennent largement le leadership de cette prise en charge. Pourtant, les ONG internationales et les agences bilatérales ont une histoire de mauvaise gestion de l'aide et de réponse inappropriée aux crises (Edmonds, 2013 ; Ramachandran et Walz, 2015 ; Schuller, 2016 ; Kushner, 2019, 2019 ; Abi-Habib, 2021). Pendant des décennies, les organisations non gouvernementales (ONG) ont été les principaux prestataires de services en Haïti, y compris l'aide alimentaire et les interventions en sécurité alimentaire (Schuller, 2017 ; Guillaume *et al.*, 2023). Leurs efforts sont souvent basés sur des évaluations de la sécurité alimentaire menées par divers États et acteurs internationaux.

Concrètement, la sécurité alimentaire existe « lorsque tous les individus ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » (FAO, 1996). Elle tend à être définie par quatre piliers : l'accès, la disponibilité, l'utilisation et la stabilité (FAO, 1996 ; Coates, 2013 ; Jones *et al.*, 2013 ; Burchi et De Muro, 2016 ; Scicchitano, 2019). À l'échelle mondiale, les évaluations de la sécurité alimentaire sont utilisées par les ONG et les gouvernements pour évaluer la suffisance calorique, les niveaux de faim, la diversité alimentaire et la nutrition. Ces évaluations orientent les programmes de développement, notamment l'aide alimentaire, et peuvent jouer un rôle important dans la détection précoce de la faim et de la famine.

Bien que les évaluations de la sécurité alimentaire fournissent des données précieuses, elles présentent des limites importantes. Elles négligent souvent les dynamiques sociales, historiques, politiques et de genre et ne tiennent pas compte des expériences locales en matière de défis alimentaires ou des solutions proposées par les communautés. Les critiques font valoir que les évaluations de la sécurité alimentaire ne tiennent pas pleinement compte des interconnexions entre l'alimentation, la terre, l'environnement, la santé, le commerce et les relations de genre, et que ces omissions peuvent masquer différentes expériences au sein des systèmes alimentaires (Levkoe & Blay-Palmer, 2018 ; Burchi & De Muro, 2016 ; Coates, 2013). De plus en plus, les chercheurs-euse-s s'accordent à dire qu'une approche plus holistique est nécessaire, dépassant les cadres traditionnels de la sécurité alimentaire (Haysom & Tawodzera, 2018 ; Loring & Gerlach, 2009 ; Kuhnlein *et al.*, 2006). Beaucoup suggèrent que les évaluations des systèmes alimentaires devraient inclure des perspectives socioécologiques (Ruiz-Almeida & Rivera-Ferre, 2019 ; Chappell *et al.*, 2013), une prise de décision démocratique qui implique les parties prenantes locales (Tschersich & Kok, 2022 ; Candel, 2022 ; Canfield *et al.*, 2021), et des analyses qui tiennent compte de la santé, de la nutrition, de l'accès à la terre et des systèmes alimentaires traditionnels (Jones *et al.*, 2015 ; Alonso *et al.*, 2018 ; Renzaho & Mellor, 2010). La souveraineté alimentaire est considérée comme un cadre

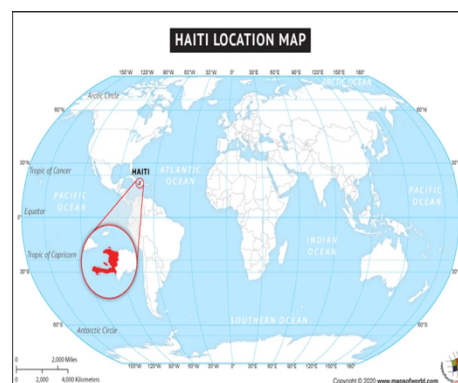
conceptuel qui tient compte de ces liens (Levkoe & Blay-Palmer, 2018 ; Ruiz-Almeida & Rivera-Ferre, 2019 ; Morrison, 2011).

Les évaluations de la souveraineté alimentaire offrent une perspective plus large que les évaluations de la sécurité alimentaire. Créée en 1996 par le mouvement paysan mondial Via Campesina, la souveraineté alimentaire met l'accent sur le droit des populations à accéder à une alimentation saine, culturellement appropriée et produite selon des méthodes durables, ainsi que sur leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires. La déclaration de Nyéléni de 2007 la définit comme un mouvement contre la mainmise des entreprises sur les systèmes alimentaires, plaidant pour des économies locales, une agriculture paysanne et un commerce transparent garantissant des revenus équitables et des droits sur les ressources naturelles. Elle appelle à des relations sociales exemptes d'oppression et d'inégalité, en soulignant l'ancrage des relations de pouvoir dans les systèmes alimentaires et en plaidant pour un processus décisionnel démocratique afin d'atteindre des objectifs tels que la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la nutrition et la durabilité environnementale (Déclaration de Nyéléni, 2007 ; Bernstein, 2014 ; Wittman, 2015).

Dans le contexte d'Haïti, on reconnaît de plus en plus la nécessité d'intégrer les perspectives haïtiennes — en particulier les aspirations à la souveraineté alimentaire de la société civile et des organisations paysannes, qui défendent la souveraineté alimentaire depuis plus d'une décennie (La Vía Campesina, 2010 ; Haïti Libre, 2013 ; Steckley & Weis, 2017 ; PAPDA, 2021 ; Daniels, 2022) — dans l'élaboration de rapports sur les systèmes alimentaires. Ce rapport propose une étude de cas d'une évaluation communautaire de la souveraineté alimentaire (FSA) réalisée au cours de l'été 2024 à Massabielle, en Haïti. Ce rapport a deux objectifs principaux : documenter et fournir une vue d'ensemble des ressources, des vulnérabilités et des aspirations liées aux systèmes alimentaires à Massabielle, et présenter une étude de cas sur la façon dont notre équipe a utilisé l'évaluation de la souveraineté alimentaire, afin de partager ses contributions potentielles à la recherche et à l'établissement de rapports sur les systèmes alimentaires.

MÉTHODOLOGIE

Ce rapport propose une étude de cas d'une évaluation communautaire de la souveraineté alimentaire élaborée par une équipe de partenaires communautaires haïtiens (n=30) et de chercheurs·euse·s haïtiens·ne·s et canadiens·ne·s (n=6). Notre équipe de recherche a été motivée par la publication en 2018 par le gouvernement haïtien de la Politique et Stratégie Nationales de Souveraineté et Sécurité Alimentaires et de Nutrition en Haïti (PNSSANH). La PNSSANH appelle à dépasser les approches et les évaluations de la sécurité alimentaire (qui se sont historiquement concentrées sur la suffisance calorique et l'accès à la nourriture) et préconise un engagement envers la souveraineté alimentaire. La PNSSANH considère des questions plus larges sur les systèmes alimentaires, y compris la façon dont les cultures alimentaires traditionnelles et l'agriculture pro-paysanne sont fondamentales pour créer des systèmes alimentaires sains, économiquement et écologiquement durables, et culturellement enrichissants en Haïti. Après de multiples ateliers, notre équipe a conçu de façon collaborative un



outil d'évaluation de la souveraineté alimentaire¹, dont les principales sections comprennent les informations démographiques, les systèmes alimentaires, l'accès à la terre et aux ressources, la communauté, l'alimentation et la santé, l'alimentation et le pouvoir, l'alimentation et l'environnement, l'inventaire de la santé, la sécurité alimentaire, le genre, la culture alimentaire et les visions d'avenir.

À l'aide de notre outil de souveraineté alimentaire, des entretiens ont été menés entre juin et juillet 2024 à Massabielle, un village isolé situé sur la rive de la rivière Limbé dans la commune de Limbé, dans le département du Nord d'Haïti. Tous les participant·e·s (n=29) ont donné leur consentement éclairé. Les données des entretiens ont été enregistrées en remplissant manuellement les questionnaires de l'outil de souveraineté alimentaire et ont été transcrites dans une version en ligne de l'outil après l'entretien afin de partager les données entre les membres de l'équipe de recherche. Les données ont été analysées manuellement et comprenaient à la fois la distribution des fréquences et le codage des réponses qualitatives, ce qui a été fait par le biais de catégorisations métathématiques correspondant aux sections de l'outil sur la souveraineté alimentaire (voir les sections mentionnées ci-dessus).



RÉSULTATS

INFORMATIONS DÉMOGRAPHIQUES

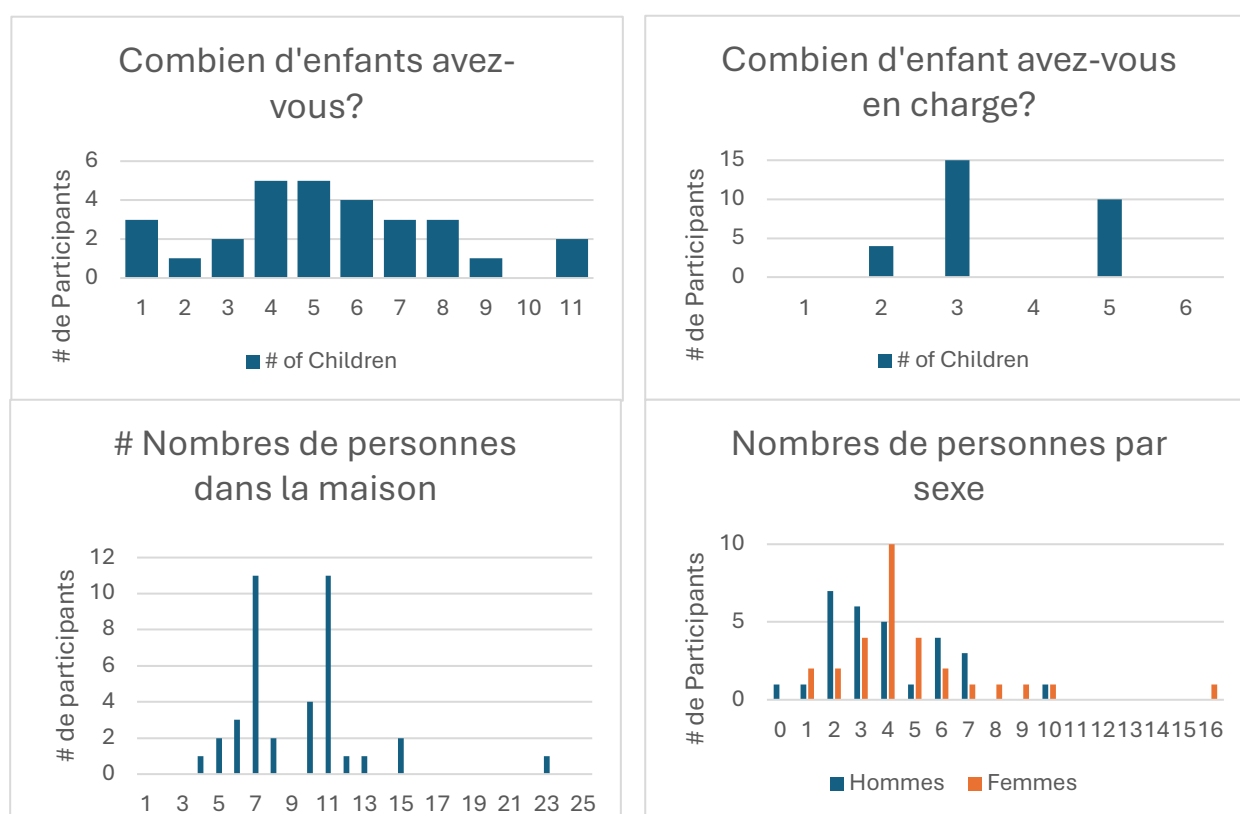
Les participant·e·s à notre étude étaient âgés de 25 à 74 ans, et les entretiens ont été menés avec 12 hommes et 17 femmes. Pour situer le contexte, en 2024, l'âge médian et l'espérance de vie en Haïti étaient respectivement de 24 et 65 ans. Quatre-vingt-dix-sept pour cent des participant·e·s sont nés dans le département du Nord d'Haïti (avec une personne née dans le département de l'Artibonite), et 27 % vivaient à Massabielle, avec deux personnes vivant à Camp Coq et Acul Jeannot. Quarante-cinq pour cent des participant·e·s étaient mariés et 55 % vivaient une relation de *plasaj*². Alors que certains ont souligné que

¹ Pour une présentation plus détaillée de l'outil d'évaluation de la souveraineté alimentaire, y compris des informations sur son impulsion, son développement et une vue d'ensemble de ses principales sections, voir Steckley et al. (2024) <https://www.gazetteuniv.com/outil-evaluation-souverainete-alimentaire-haiti-2025/>

² Le terme *plasaj* est conceptuellement épineux et décrit un éventail de relations qui ne peuvent pas être facilement catégorisées. Le terme *plasaj* [littéralement, "placé"] trouve son origine dans l'esclavage colonial, lorsque l'approvisionnement en nourriture était difficile et que les personnes asservies se voyaient parfois attribuer de petites parcelles de terre, souvent isolées, à cultiver, appelées *plas a viv* [terrains de ravitaillement]. Ces parcelles de terre étaient souvent marginales et isolées, les hommes étant généralement considérés comme les principaux propriétaires fonciers. Néanmoins, les femmes s'occupaient souvent de la terre et des enfants pendant que les hommes travaillaient dans les plantations de sucre. En ce sens, on dit que les femmes ont été "placées" sur la terre en tant que gardiennes (Moral, 1961 ; Nicholls, 1985). Après l'indépendance d'Haïti en 1804, ces relations se sont poursuivies sous différentes formes. La coutume voulait que les hommes aient la responsabilité de fournir et de meubler une maison pour leur partenaire et leurs enfants, et il était courant qu'un homme disposant de plus de ressources ait plusieurs parcelles de terre, et donc plusieurs relations de *plasaj*. Certains chercheurs ont souligné la nature polygame des unions homme-femme dans les zones rurales d'Haïti (Paul Farmer 1998), d'autres se réfèrent aux relations de *plasaj* comme une forme d'union conjugale (Barbara de Zalduondo & Jean Maxius Bernard 2013, 164), et d'autres encore utilisent le terme *plasaj légal* (legal *plasaj*) pour décrire les unions civiles légales administrées en dehors des institutions religieuses (Accilien, 2008).

les relations de *plasaj* restent l'union la plus courante dans les zones rurales d'Haïti, il est à noter que ce n'était pas le cas parmi les participant·e·s (Beverly Bell 2013, 22 ; Moral 1961, 172). La signification sociale des distinctions entre les différents types de relations intimes en Haïti mérite également d'être soulignée. Plus précisément, le mariage légal a tendance à avoir plus de prestige social, et les femmes et les enfants en dehors de la relation principale avec un homme se voient souvent refuser les droits d'héritage.

Les relations entre partenaires intimes influent fortement sur la composition des ménages, une dimension importante de l'évaluation de l'insécurité alimentaire et des systèmes des ménages. Dans de nombreux contextes, y compris en Haïti, il existe souvent un écart entre le nombre d'enfants que les individus ont et le nombre de personnes à charge qu'ils entretiennent. Par exemple, les participant·e·s à Massabielle avaient en moyenne 5,6 enfants, mais 8,8 personnes dans leur ménage. En d'autres termes, environ neuf personnes par ménage mangeaient dans la même marmite³. Les femmes étaient également surreprésentées dans la plupart des familles des participant·e·s. Parmi les ménages des participant·e·s, il y avait 140 femmes et 119 hommes.



En ce qui concerne l'éducation, environ 70 pour cent des participant·e·s ont indiqué qu'ils avaient terminé l'école primaire, un taux d'achèvement beaucoup plus élevé que la moyenne nationale, qui est d'environ 30 pour cent (Haiti Now, 2017). Et 20 pour cent des participant·e·s ont déclaré avoir terminé l'école secondaire, ce qui correspond à la moyenne nationale. Dix pour cent des participant·e·s n'ont jamais été scolarisés.

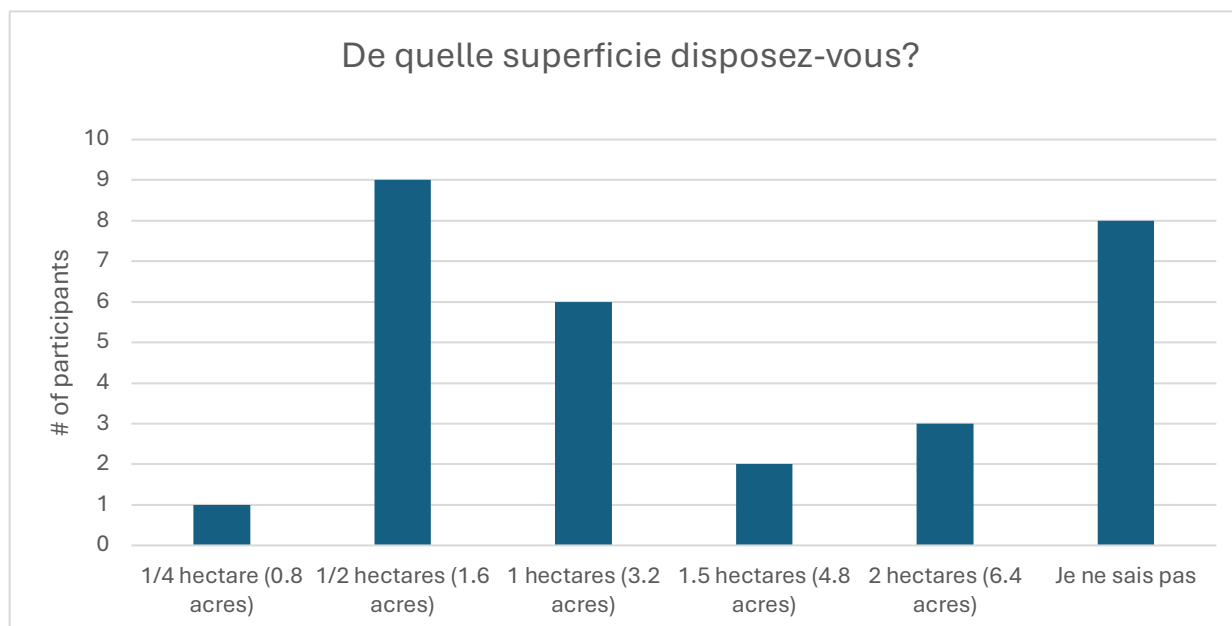
Dans l'ensemble, l'agriculture est la principale activité de subsistance, 90 pour cent des participant·e·s ayant déclaré qu'il s'agissait de leur principale activité économique au cours de l'année écoulée. Une personne interrogée a indiqué qu'elle était enseignante, une autre a déclaré que son activité principale était *fè komès* [littéralement faire du

³ Certains ont suggéré qu'un ménage en Haïti tend à être compris comme ceux qui "mangent dans la même marmite", plutôt que comme les conditions de sommeil du ménage (Alvarez et Murray, 1981).

commerce], et une autre a décrit que son rôle principal était de s'occuper des enfants. Soixante-deux pour cent des participant·e·s ont déclaré que leur travail changeait selon les saisons. Par exemple, des participant·e·s ont déclaré « Lorsque la saison pluvieuse arrive, je dois faire autre chose », « Mes activités économiques dépendent principalement des saisons agricoles », et « Mon principal moyen de subsistance est l'agriculture, mais lorsque je ne le fais pas, il m'arrive de travailler comme journalier dans le secteur de la construction [logement]. Une personne interrogée a décrit qu'elle *fè komès* mais a précisé que « lorsque la saison des plantations arrive, j'abandonne mes petites activités pour me consacrer à l'agriculture ».

SYSTÈMES ALIMENTAIRES, ACCÈS À LA TERRE ET AUX RESSOURCES

L'accès à la terre et la propriété foncière sont problématiques en Haïti pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'accès à des terres suffisantes et de bonne qualité est limité : 41 % des participant·e·s à Massabielle ont déclaré avoir des difficultés à accéder à la terre, l'un d'entre eux expliquant que « la majorité de la population locale n'a pas accès à la terre ». Parmi ceux qui ont des terres, beaucoup luttent pour avoir des parcelles très petites et souvent disparates : la propriété de plusieurs terrains non contigus est en effet assez courante en Haïti. Dans notre étude, certain·e·s participant·e·s (n=8) n'étaient pas en mesure de dire la superficie de leur terre parce qu'ils avaient plusieurs parcelles dans différents endroits et que leurs terres n'avaient jamais été mesurées de manière formelle. Comme l'a dit un participant, « je ne sais pas combien j'ai. Ma terre est en plusieurs morceaux ». Parmi ceux qui ont pu décrire la taille de leurs parcelles, les propriétés foncières allaient de 0,25 à 6,5 acres⁴, ce qui correspond à peu près à une enquête de la Banque mondiale qui a rapporté des propriétés foncières moyennes de 4,2 acres en Haïti (Joseph et al., 2023). Au niveau national, environ 50 pour cent des agriculteur·trice·s possèdent moins d'une acre, et seulement 20 pour cent d'entre eux possèdent plus de trois acres de terre (Joseph et al., 2023). Au niveau national, environ 50 % des agriculteur·trice·s disposent de moins d'un hectare, et seulement 20 % d'entre eux ont plus de trois hectares de terres (Joseph et al., 2023).



⁴ 1 acre=0,404686 hectare et 1 hectare=0,775193 carreau

Pour ceux qui ont déclaré avoir possédé des terres, la propriété correspond en grande partie à des exploitations informelles. En d'autres termes, la plupart des habitants des zones rurales ont de droits coutumiers, mais non légaux, sur leurs parcelles de terre. Les régimes fonciers informels ont compliqué la tâche des participant·e·s lorsqu'il s'agissait d'indiquer la superficie de leurs terres. Par exemple, un participant a déclaré : « Je ne peux pas vous dire précisément la quantité de terre que je possède parce qu'il n'y a pas d'acte de propriété et que nous n'avons pas d'arpenteur-géomètre ». Haïti ne dispose pas d'un système foncier complet, et seulement environ 5 pour cent des terres en Haïti sont formellement enregistrées dans le cadastre national (The Earth Institute, 2012 ; Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire, 2015). Cela signifie que la plupart des Haïtiens ruraux ont tendance à être propriétaires de fait et n'ont pas de titre foncier qui garantirait leurs droits légaux sur leurs terres. Par conséquent, les transactions et les échanges de terres ont tendance à se faire de manière informelle. L'insécurité foncière a en effet provoqué des conflits, des accaparements de terres et des dépossession paysannes dans de nombreux endroits en Haïti (Dolisca et al., 2007 ; Steckley et Shamsie, 2015 ; Lopes, 2016). Pourtant, dans le même temps, les droits coutumiers ont l'habitude d'être respectés dans de nombreuses communautés rurales et les paysan·ne·s leur font souvent plus confiance que le système légal (Smucker, White et Bannister, 2000). Pour la plupart des participant·e·s à notre étude, les droits fonciers et les conflits liés à la terre n'étaient pas une préoccupation. Néanmoins, 10 % des participant·e·s ont décrit l'accaparement des terres comme un problème communautaire et une menace pour l'agriculture paysanne. Certains ont également fait état de désaccords familiaux concernant le patrimoine et les droits de succession.

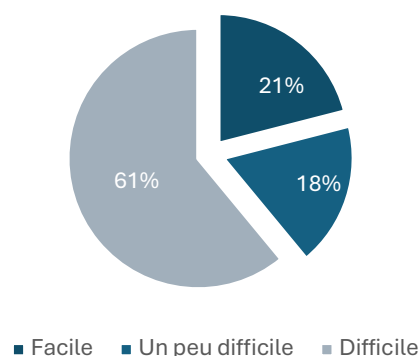
L'insécurité foncière a d'importantes ramifications au-delà des conflits fonciers locaux. L'insécurité foncière peut saper les pratiques de gestion des terres respectueuses de l'environnement, entraver les réponses aux catastrophes et aux situations d'urgence en cas de crise et limiter la volonté des États et des organisations humanitaires d'investir dans des projets d'irrigation à grande échelle (Dolisca et al., 2007 ; Steckley et Shamsie, 2015 ; Lopes, 2016). En effet, seul un participant à notre étude possédait des terres irriguées. Bien que le manque de terres irriguées ait longtemps été exprimé comme un obstacle important à l'agriculture paysanne et à la sécurité alimentaire — seulement environ 10 pour cent des terres agricoles cultivées en Haïti sont irriguées (USAID, 2010) — les terres irriguées ont une valeur plus élevée, et les projets d'irrigation peuvent, par conséquent, augmenter les revendications foncières et provoquer des conflits fonciers (Steckley et Weis, 2017). En Haïti, le manque général d'infrastructures agricoles, y compris de systèmes d'irrigation, entraîne une forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, ce qui nuit considérablement à la production nationale (Joseph et al., 2023). Ainsi, la sécurité foncière, la production paysanne et la sécurité alimentaire sont étroitement liées. En effet, 70 % des participant·e·s ont indiqué que le manque d'accès à l'eau et aux systèmes d'irrigation constituait un obstacle majeur à la production paysanne.

La sécurité semencière est également un problème important en Haïti, et le manque d'accès à des semences de qualité compromet l'agriculture nationale (Joseph et al., 2023). Les trois quarts des participants ont indiqué que le manque d'accès aux semences était un problème récurrent, et 93 % ont déclaré qu'ils avaient déjà été dans l'incapacité de planter par manque de moyens. Deux participant·e·s l'ont exprimé clairement en disant « Nous n'avons pas assez de moyens pour planter ou cultiver » et « L'un des plus grands défis auxquels je suis confronté est le manque de moyens financiers pour acheter des semences ». Au niveau national, environ 98 % des semences utilisées par les agriculteur·trice·s haïtien·ne·s proviennent de sources informelles, et les semences certifiées, améliorées et importées ne représentent qu'une petite partie de l'utilisation des semences. Environ 15 à 20 % des semences proviennent des récoltes ou des stocks de céréales (plutôt que d'être produites séparément), et la plupart des semences sont vendues et achetées sur les marchés locaux, certaines étant également échangées ou partagées entre les membres de la communauté (USAID/Office of Foreign Disaster Assistance, 2010). Les achats de semences coûtent en moyenne aux agriculteur·trice·s entre 60 et 70 USD selon les saisons, ce qui représente une dépense importante, d'autant plus que le PIB par habitant d'Haïti est de 1700 USD (World Bank Group, 2024). Étant donné que beaucoup ont recommandé que le développement de systèmes de production, de conservation et de commercialisation des semences par les petits agriculteur·trice·s, le contrôle et la gestion de la distribution locale des semences en Haïti suggèrent que les agriculteur·trice·s et les communautés pourraient être bien préparés à mettre en œuvre de tels projets. Le défi,

cependant, a été le manque d'investissement et de soutien de l'État pour l'innovation en matière de semences, les activités de sélection des plantes et les réseaux locaux de conservation et de distribution des semences.

Outre l'importance de la terre, de l'irrigation et des ressources en semences, les systèmes de transport et la mobilité sont des éléments importants des systèmes alimentaires, de l'échange de nourriture et de l'approvisionnement. D'une manière générale, seuls cinq pour cent environ des Haïtien·ne·s dans les milieux ruraux ont accès à des routes pavées (Greenstein, 2012). L'accès aux véhicules est également extrêmement limité : il y a environ quatre véhicules de tourisme pour 1 000 personnes, mais ceux-ci sont concentrés dans les zones urbaines (HelgiLibrary, 2024). L'inégalité d'accès aux transports a une longue histoire en Haïti, l'État et les organisations de développement donnant la priorité aux élites urbaines et aux intérêts de l'exportation dans la construction des routes (Yarrington, 2015). Le manque d'accès aux infrastructures de transport et aux opportunités de mobilité pour les habitants des zones rurales a sérieusement limité l'accès à l'éducation, aux opportunités d'emploi et aux ressources de santé, mais les infrastructures de transport médiocres exacerbent également l'insécurité alimentaire et entravent de manière significative la mobilité et la distribution des aliments, sapant les moyens de subsistance des agriculteur·trice·s (Stokenberga et al., 2023). Notamment, dans notre étude, 96 % des participant·e·s ont déclaré ne pas disposer d'un moyen de transport fiable, et la plupart ont eu du mal à accéder au marché le plus proche : deux tiers des participant·e·s se rendent au marché à pied, et un tiers loue une mototaxi.

Est-il facile ou difficile pour vous de vous rendre au marché le plus proche ?



Les défis de la mobilité et de l'échange des aliments sont exacerbés par le manque d'infrastructures de stockage des aliments en Haïti, tant au niveau national qu'au niveau des ménages, et le manque d'infrastructures de distribution et de stockage des aliments compromet gravement la sécurité alimentaire. Environ 50 pour cent des aliments frais, et en particulier des fruits et légumes, se gâtent avant d'atteindre le marché (Joseph et al., 2023) et l'accès limité des agriculteur·trice·s à des infrastructures de transport appropriées (réfrigérées et des emballages alimentaires qui empêchent les meurtrissures et la détérioration) est un obstacle à l'accès aux marchés urbains (Eckert et Latané, 2017). Au niveau des ménages, les options de stockage des aliments (comme les silos ou les dépôts) sont également extrêmement limitées, et la réfrigération domestique est pratiquement inexistante dans les zones rurales. En effet, 90 % des participant·e·s à notre étude n'avaient pas les moyens de stocker les aliments après la récolte. Par conséquent, les agriculteur·trice·s sont contraints de consommer ou de vendre les produits agricoles immédiatement, sous peine de perdre leur récolte et leurs revenus. Le manque persistant de capacité à stocker la nourriture à Massabielle et, plus largement, dans les zones rurales d'Haïti, entraîne également une faible disponibilité des fruits et légumes sur les marchés, ce qui augmente les prix des produits de bonne qualité.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE COMMUNAUTAIRE

Lorsqu'on leur a demandé ce que signifiaient pour eux une alimentation nutritive et des aliments sains, les participant·e·s ont déclaré à plusieurs reprises que les aliments nutritifs étaient naturels, renforçaient la force, contenaient beaucoup de vitamines et protégeaient la santé. Par exemple, un participant a décrit sa perception des aliments sains en termes clairs : « Les aliments nutritifs sont des aliments naturels qui contiennent beaucoup de vitamines. Ils ne contiennent pas de produits chimiques et sont très bons pour la

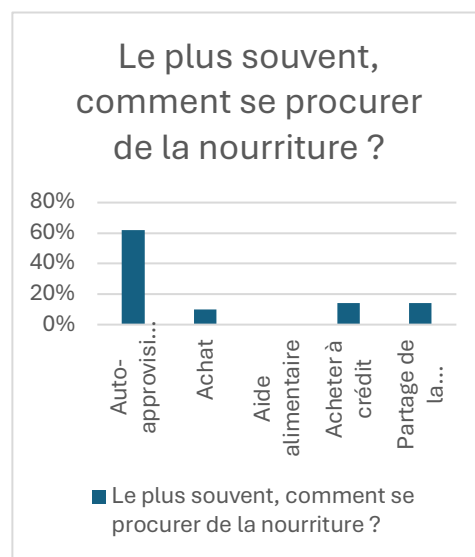
santé ». Un autre a déclaré : « Pour notre région, les aliments nutritifs sont des aliments sains et naturels qui donnent de l'énergie et de la force aux gens ».

Les participant-e-s ont été invité-es à décrire leur régime alimentaire et, si la plupart d'entre eux ont déclaré qu'ils n'avaient pas de régime spécifique, beaucoup ont décrit des habitudes alimentaires quotidiennes générales. Par exemple, des participant-e-s ont déclaré « En général, le matin, je bois du café. L'après-midi, je mange de l'igname, de la banane ou du riz », et « En général, quand je me lève, je prends un café avec du manioc ou du pain. Ensuite, je mange de la banane, de l'igname ou du maïs avec de l'avocat ou du hareng. À la saison des mangues, j'en mange aussi », et « En général, je bois du café ou du chocolat chaud, puis l'après-midi, je mange des tubercules ». Beaucoup ont indiqué que les tubercules étaient un aliment courant pour eux.

À la question de savoir comment les habitants de Massabielle apprennent à faire des choix alimentaires sains, un fort consensus s'est dégagé sur le fait que la sagesse nutritionnelle provient de l'héritage familial, du patrimoine culturel et des connaissances générationnelles. Les participant-e-s ont déclaré :

- « C'est un héritage que nos grands-parents nous ont laissé. »
- « Nos grands-parents nous ont appris quels sont les aliments nutritifs et ceux qui ne le sont pas. Pour nos grands-parents, en général, les aliments cultivés sous terre contiennent beaucoup de vitamines. Ensuite, les produits qui contiennent du lait, comme le fruit à pain, sont très énergétiques. Nous suivons les conseils de nos grands-parents pour choisir des aliments nutritifs ».
- « La plupart des gens identifient les aliments nutritifs en fonction de leur culture et des pratiques de leurs grands-parents. »

Les participant-e-s ont indiqué que pour garantir une alimentation saine, ils choisissaient des aliments locaux et des aliments naturels : « Nous choisissons des aliments locaux » et « Nous choisissons des aliments naturels ». Un participant l'a dit simplement : « Si c'est de la nourriture *kreyòl* [haïtienne], nous savons que c'est bon ». Il est important de noter que la sagesse alimentaire et la connaissance des aliments sains n'ont pas été exprimées comme des préoccupations par les participant-e-s à notre étude. En effet, l'un d'entre eux a déclaré avec insistance : « Nous savons ce qu'est une bonne alimentation saine ! Au contraire, l'insuffisance alimentaire a été décrite comme un problème majeur ».

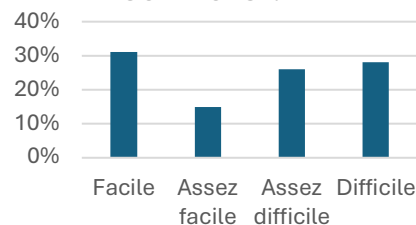


Au niveau national, la principale source d'approvisionnement alimentaire des populations est constituée par les achats alimentaires. Cependant, environ 40 % de la population dépend de l'agriculture de subsistance pour satisfaire ses besoins de consommation (Thomas, Rosenberger et Pawloski, 2014), et c'est également le cas dans le département du Nord (Pressoir et al., 2016). Dans notre étude, la plupart des participant-e-s (62 %) ont indiqué qu'ils cultivaient principalement leur nourriture, et les participant-e-s ont également décrit des pratiques de partage de nourriture. Pourtant, pour beaucoup d'entre eux, l'approvisionnement en nourriture est insuffisant. Lorsque nous avons demandé aux participant-e-s si les membres de leur communauté recevaient une nourriture quotidienne suffisante, tous ont indiqué que les gens souffraient de la faim et qu'il n'y avait pas assez de nourriture dans leur communauté. Les participant-e-s ont dit des choses comme :

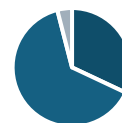
- « De nombreuses personnes de la communauté sont obligées de mendier. »
- « Tous les membres de la communauté n'ont pas accès à la nourriture nécessaire tous les jours. Certains d'entre eux sont en situation de famine. »
- « Non, nous n'avons pas assez de nourriture. Beaucoup d'entre nous meurent de faim parce qu'ils n'ont pas les moyens de vivre. »

Pour plus de la moitié des participant-e-s à notre étude, l'accès à la nourriture est un défi. L'un d'entre elleux l'a exprimé en termes clairs : « Il m'est difficile de me nourrir tous les jours ». De nombreux participant-e-s ont également décrit leurs expériences de la faim et de l'insuffisance alimentaire, notant que le prix des aliments était une cause

Est-il facile ou difficile pour vous d'obtenir de la nourriture ?

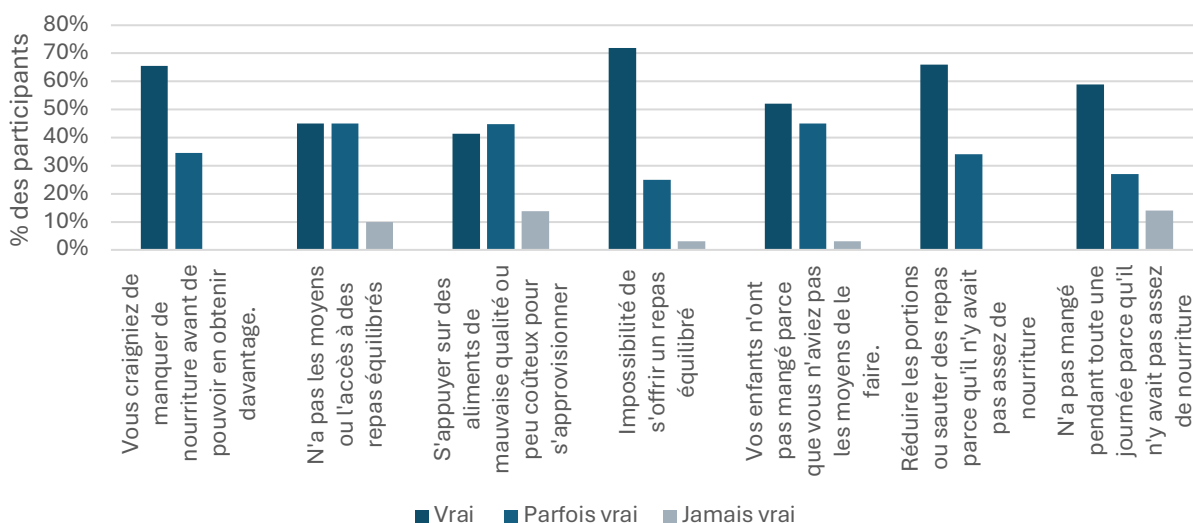


Les membres de votre communauté paient-ils un prix équitable pour des...



■ Oui ■ Non ■ Parfois

Au cours du mois dernier, quels sont les éléments suivants qui se sont avérés exacts pour vous ?



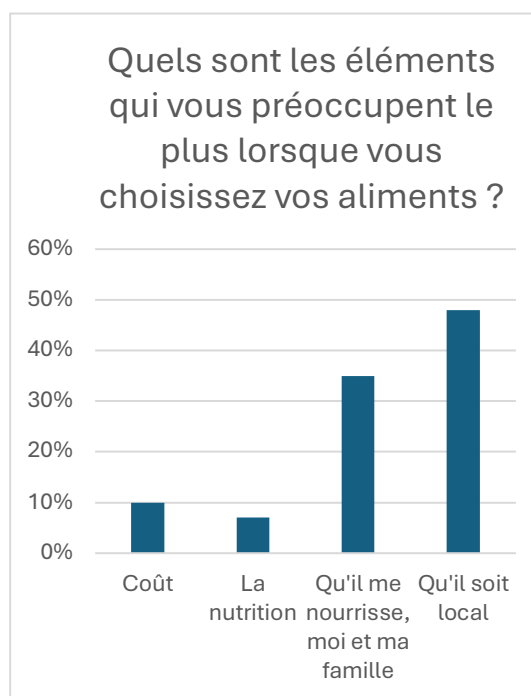
importante de l'insécurité alimentaire, mais soulignant également les liens entre la faim et les mauvais résultats agricoles, en disant :

- « Dans notre zone, même si les agriculteur·trice·s travaillent beaucoup, nous n'avons pas la nourriture dont nous avons besoin. Je connais des gens qui ne peuvent pas se nourrir tous les jours. »
- « En raison du manque d'équipement et de moyens financiers ainsi que des sécheresses fréquentes, nous ne disposons pas de la nourriture nécessaire dans notre communauté. Certaines familles ne peuvent pas se nourrir après avoir perdu leur récolte ».
- « Dans notre zone, les agriculteur·trice·s travaillent dur. Mais avant la période des récoltes, les gens souffrent vraiment. Et tout le monde n'a pas la même rentabilité pendant les récoltes. Certains meurent de faim deux semaines seulement après leur récolte ».

Si les participant·e·s n'ont pas tous vécu l'insécurité alimentaire de la même manière, ils ont tous dit craindre que leurs réserves de nourriture ne s'épuisent avant qu'ils ne puissent en obtenir d'autres. Les participant·e·s ont également évoqué divers mécanismes d'adaptation pour faire face à la faim et à l'insuffisance alimentaire dans leur foyer, notamment le choix d'aliments moins chers et de moindre qualité, le fait de sauter des repas ou de s'abstenir de manger pendant plus d'une journée, et aussi, la réduction des portions.

Un participant a souligné que la situation est parfois si grave que les gens sont obligés de vendre leurs terres et d'émigrer ailleurs pour gagner leur vie. Mais parfois, selon eux, même cela ne résout pas le problème. Comme l'a expliqué un participant, « des gens meurent de faim dans la communauté. Et certaines personnes qui ont vendu toutes leurs terres pour essayer de partir... n'ont pas réussi. Ils ont dû revenir ici. Mais maintenant, ils n'ont plus de terre à travailler. »

Il est important de souligner qu'en dépit de l'insuffisance alimentaire et de la faim, les participant·e·s ont indiqué que la qualité et l'origine des aliments restaient extrêmement importantes pour eux. Près de 50 % des participant·e·s ne se sentent pas à l'aise avec la qualité des aliments qu'ils consomment régulièrement, et 28 % se disent préoccupés par la présence éventuelle de produits chimiques dans leur alimentation. Les participant·e·s sont particulièrement préoccupés par la qualité des aliments importés et transformés. Et même si 35 % des participant·e·s ont déclaré qu'ils étaient surtout préoccupés par l'accès à des aliments pouvant répondre aux besoins de leur famille, 50 % ont déclaré que la chose la plus importante pour eux était que leur nourriture soit d'origine locale. Les participant·e·s ont déclaré qu'ils se sentaient bien et fort lorsqu'ils mangeaient régulièrement et lorsqu'ils consommaient des produits locaux, en disant des choses telles que : « Quand je peux manger pendant la journée, je me sens bien, je me sens en paix » et « Quand je mange pendant une journée, je me sens à l'aise, surtout quand je mange des produits locaux ».



ALIMENTATION, POLITIQUE ET POUVOIR

Avant les années 1980, Haïti produisait environ 80 % des aliments consommés dans le pays (Joseph et al., 2023). Des politiques d'ajustement structurel ont été imposées à Haïti à la fin des années 1980 et au début des années 1990, et les droits de douane sur de nombreuses importations de produits alimentaires ont chuté. Par exemple, les droits de douane sur le riz sont passés de 50 à 3 %, sur le maïs de 50 à 15 %, et sur le lait et les œufs de 40 à 0 % (Steckley et al., 2023). Aujourd'hui, Haïti a des droits de douane sur les produits alimentaires importés parmi les plus bas du monde (Pressoir et al., 2016). Ces politiques ont gravement compromis la production agricole nationale et les moyens de subsistance des paysan·ne·s : aujourd'hui, les importations alimentaires représentent environ 50 pour cent des biens consommés en Haïti, et Haïti importe environ 20 fois plus de produits agricoles qu'il n'en exporte (Pressoir et al., 2016). En d'autres termes, en 2025, les importations alimentaires en Haïti auront triplé par rapport au début des années 1990, et les modes de consommation auront radicalement changé : la consommation de lait concentré, de poulet, d'huile végétale, de snacks emballés et de viandes transformées importées a augmenté (Pressoir et al., 2016). Lors des entretiens, les participant·e·s ont été invités à décrire des exemples historiques d'événements ayant perturbé ou modifié les systèmes alimentaires de leur communauté et à faire part des changements qu'ils avaient remarqués au fil des ans. Les participant·e·s ont décrit à plusieurs reprises la prévalence croissante des aliments importés sur les marchés locaux. Par exemple :

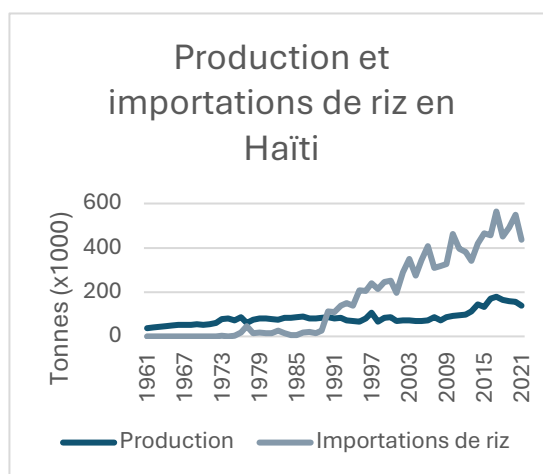
- « Notre système alimentaire a changé en raison de l'arrivée de produits alimentaires importés dans la communauté. Cela représente une menace pour la production locale. »
- « Les produits importés ont un impact négatif sur notre santé. »
- « En raison des politiques douanières, le marché haïtien est envahi par des produits étrangers. Cela a entraîné des changements dans l'alimentation de notre communauté. Les produits locaux ne peuvent pas rivaliser avec ceux qui viennent de l'étranger. »

De nombreuses personnes ont donné des exemples précis de changements alimentaires, en disant : « Il y a beaucoup de choses que les gens mangent aujourd'hui qui n'existaient pas auparavant. Aujourd'hui, de nombreuses familles mangent du riz et du poulet frit tous les dimanches. Avec l'arrivée des produits importés dans la communauté, les gens mangent du riz tous les jours. En effet, la consommation de riz a été multipliée par trois depuis les années 1990, et le riz est aujourd'hui principalement importé. » Un autre participant a déclaré :

« Depuis quelque temps, certains produits étrangers comme la saucisse ont envahi notre région. Beaucoup de gens en consomment davantage à la place du hareng. Avant, nous ne mangions pas de riz tous les jours. Mais aujourd'hui, certaines familles ne mangent que du riz avec du poulet tous les jours. »

Ces déclarations s'inscrivent dans un contexte commercial plus large : la consommation de saucisses dominicaines a été multipliée par plus de 30 depuis les années 1990 (Pressoir et al., 2016). L'histoire du riz est encore plus frappante. Au milieu des années 1980, Haïti produisait environ 86 000 tonnes de riz par an et en importait environ 7 000 tonnes. Cependant, après l'ajustement structurel, la production nationale a stagné et les importations ont augmenté d'année en année pour atteindre 550 000 tonnes en 2020 (FAO, 1996).

Les ONG ont également exacerbé la dépendance d'Haïti vis-à-vis des importations alimentaires, sapé la production locale et contribué à l'exode rural en Haïti (NYU School of Law Center



for Human Rights and Global Justice et al., 2010 ; Steckley et Weis, 2017). Au milieu des années 1990, les États-Unis, la France et l'Allemagne ont envoyé en moyenne 123 600 tonnes d'aide alimentaire à Haïti chaque année et, de 1990 à 2010, 1,5 million de tonnes de produits alimentaires cultivés aux États-Unis ont été acheminées en Haïti sous forme d'aide alimentaire d'urgence et de développement (NYU School of Law Center for Human Rights and Global Justice et al., 2010 ; Schwartz, 2015). Cet afflux d'aliments importés gratuitement a fait baisser les prix des denrées de base produites localement, notamment le riz et le petit mil, et a miné la production locale. Dans de nombreux cas, l'aide alimentaire était inappropriée, de mauvaise qualité et ne correspondait pas à la culture ou aux préférences alimentaires des Haïtiens (NYU School of Law Center for Human Rights and Global Justice et al., 2010).

Malgré la forte prévalence de l'insécurité alimentaire dans le département du Nord et la commune de Limbé, tous les participants à notre étude ont déclaré qu'il n'y avait jamais eu de programme d'aide alimentaire dans la région : aucun n'avait bénéficié de l'assistance des ONG. Pourtant, les participants avaient une forte perception de l'aide alimentaire. Lorsqu'on leur a demandé si la nourriture fournie par les ONG était saine, nutritive et adaptée aux habitants de leur communauté, 96 % des participant.es ont répondu « non ». Bien qu'ils n'aient jamais reçu d'aide alimentaire, les participants avaient des opinions bien tranchées sur cette aide, l'un d'entre eux déclarant : « J'ai entendu dire par d'autres que la nourriture donnée par les ONG, qui vient d'autres endroits, n'est pas de bonne qualité ». De nombreux participants ont exprimé leur inquiétude ou leur méfiance à l'égard de l'aide alimentaire :

- « L'aide alimentaire contient des substances chimiques nocives pour la santé. »
- « Les programmes d'aide alimentaire entraînent des maladies et de la pollution. »
- « Les programmes alimentaires sont source de contamination et de maladie. »

Bien que les participant.es reconnaissent le besoin de plus de nourriture dans leurs communautés, il est important de souligner qu'ils ne recherchent pas n'importe quelle nourriture. Les participants ont clairement indiqué qu'ils avaient besoin de soutien, mais ils ont souligné que l'aide alimentaire et les programmes de systèmes alimentaires devraient soutenir l'agriculture locale et la culture alimentaire haïtienne.

ALIMENTATION ET ENVIRONNEMENT

Interrogé·e·s sur leur perception de la relation entre l'alimentation et l'environnement, les participant·e·s ont, massivement, décrit des liens clairs. Un thème des commentaires reflétait les réflexions des participant·e·s sur la santé environnementale et la production alimentaire. Par exemple, les participant·e·s ont déclaré :

- « C'est l'environnement qui nous nourrit. S'il est malade, la nourriture le sera aussi. »
- « Notre nourriture vient des profondeurs de la terre. Si elle est malade, elle ne peut rien nous donner à manger. »
- « Un environnement malade ne peut produire que des produits malades. L'environnement est à la base de toute production alimentaire. »

Les participants ont également expliqué que les choix alimentaires entraînent des répercussions sur l'environnement et la santé. Par exemple, un participant a déclaré : « Bien sûr qu'il y a un lien! Certains aliments consommés sont toxiques pour la santé et pour l'environnement. » Un autre a déclaré : « Si nous ne mangeons pas bien, cela entraîne des problèmes de santé. Et si l'environnement est pollué, cela peut aussi causer des problèmes de santé. »

Lorsqu'on leur a demandé de décrire les changements ou les défis environnementaux qu'ils ont remarqués ou vécus, les participant·e·s ont fait part d'une série de préoccupations, notamment la sécheresse, l'érosion des sols, les inondations, les glissements de terrain, l'aggravation des saisons cycloniques qui ravagent l'agriculture et tuent les animaux, les conditions météorologiques extrêmes, la disparition de certaines espèces animales, l'augmentation de la température globale et l'aggravation des vagues de chaleur, la pollution plastique et l'absence de processus d'élimination des déchets. De nombreux participant·e·s ont également décrit l'augmentation des ravageurs et des

maladies qui détruisent les cultures (en particulier le maruca vitrata, ou foreur des gousses de haricots), mais aussi le tiyogann [cylas formicarius, ou charançon de la patate douce] et les chenilles. Comme l’a expliqué un participant, “ma production est confrontée à de nombreux problèmes. D’abord, certains insectes, comme les chenilles, mangent les plantes. Ensuite, certaines maladies rongent également nos jardins et ont un impact sur nos animaux, comme le mayoka, la variole et la *maladie charbon* [anthrax cutané humain]”. En effet, en 2024, le gouvernement haïtien mettait en garde contre l’anthrax chez les animaux dans certaines régions du pays et encourageait les agriculteur·trice·s à faire vacciner leurs animaux. Cependant, l’accès à la vaccination est insuffisant. Les participant·e·s ont noté que ces maladies ont un impact négatif sur la santé humaine et l’environnement, causent d’énormes pertes de récoltes et menacent la viabilité de l’agriculture paysanne.

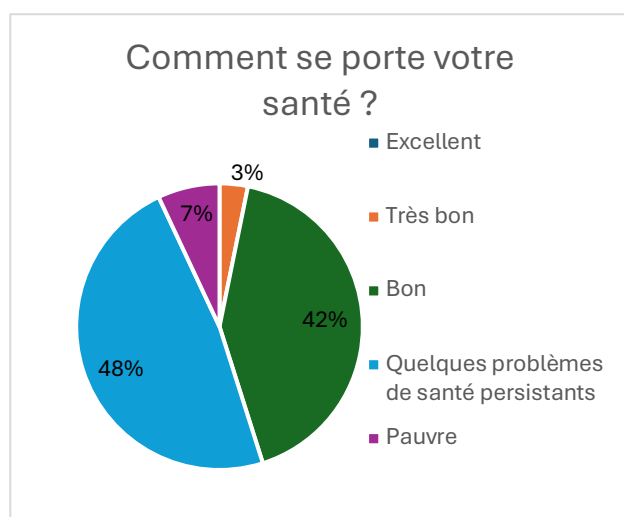
Les participant·e·s sont tout à fait conscient·e·s que de nombreux changements environnementaux dont iels sont témoins sont liés au changement climatique. Lorsqu’on leur a demandé de décrire les menaces qui pèsent sur l’agriculture paysanne, 97 % des personnes interrogées ont cité le changement climatique. En effet, Haïti se classe au troisième rang mondial dans l’indice de risque climatique à long terme (David Eckstein, 2021) et il est largement reconnu que le changement climatique est un obstacle majeur à la sécurité alimentaire en Haïti (Singh et Cohen, 2014 ; Steckley et Steckley, 2023). Les participant·e·s ont déclaré que le changement climatique représente une cause importante de perturbation du système alimentaire et de changement environnemental à Massabielle :

- « Le changement climatique est un problème majeur pour la communauté, et le changement climatique a de graves conséquences »
- « Le changement climatique est à l’origine de la transformation du système alimentaire et de l’environnement. »
- « Le changement climatique transforme notre système alimentaire. Il réduit la quantité de production locale. »

À la question de savoir si les impacts environnementaux de l’agriculture sont pris en compte par les décideurs, 100 % des participant·e·s ont répondu « non ».

INVENTAIRE DE SANTÉ

Notamment, aucun·e participant·e ne s’est dit en excellent·e santé, et seuls 3 % se sont dit en très bonne santé. Quarante-deux pour cent ont déclaré être en bonne santé, et la moitié d’entre eux ont connu des problèmes de santé importants. Alors que l’évaluation de la souveraineté alimentaire pose des questions sur le poids et la taille, la plupart des participant·e·s (70 %) ne connaissaient ni leur poids ni leur taille. Néanmoins, lorsqu’on leur a demandé de donner une évaluation subjective de leur poids, la plupart (62 %) ont estimé qu’ils avaient un poids sain, 7 % des participant·e·s se considérant en surpoids et 31 % se considérant en sous-poids. En ce qui concerne les problèmes de santé, les participants ont indiqué qu’ils étaient confrontés à toute une série de problèmes : fièvre, typhoïde, problèmes oculaires (glaucome, cataracte), H. Pylori, choléra, douleurs chroniques, migraines, fatigue et faiblesse dus à un manque d’alimentation.



Les participant·e·s ont indiqué que l’hypertension artérielle, les maladies cardiaques, les problèmes de thyroïde et les fibromes constituaient des défis, mais l’anémie a été le problème le plus cité, 73 % des participant·e·s

ayant déclaré que l'anémie était un problème au sein de leur communauté. Haïti a l'un des taux de prévalence de l'anémie les plus élevés au monde, et cette condition est très sexuée : environ 50 % des femmes haïtiennes âgées de 15 à 49 ans souffrent d'anémie (Palacios et al., 2021). Nous avons également demandé aux participant·e·s de décrire d'autres problèmes de santé qui les préoccupent dans leur communauté. Dans leurs réponses qualitatives, les participant·e·s ont cité toute une série de problèmes de santé qui les inquiètent : la typhoïde, H. Pilory, le diabète, les problèmes oculaires, la fièvre, le choléra, les migraines, la grippe, la diarrhée, l'hypertension et les problèmes de prostate. Les affections les plus citées sont H. Pylori et la typhoïde. H. Pylori est étroitement lié au statut socio-économique, à la promiscuité et au manque d'accès aux infrastructures sanitaires, notamment à l'eau potable et aux services d'égouts : certains l'ont qualifié d'épidémie silencieuse dans les zones rurales d'Haïti (Louis et al., 2021). La typhoïde est également causée par des aliments et de l'eau contaminés et est répandue dans tout le pays. En fait, en 2024, le ministère haïtien de la Santé a signalé 1200 cas par semaine (CDC, 2024). En termes d'installations sanitaires, la défécation à l'air libre est un problème de santé publique important en Haïti, et le manque d'accès aux latrines augmente la vulnérabilité à une série de maladies, y compris le choléra et la typhoïde. Dans notre étude, environ 29 % des participant·e·s ont déclaré ne pas avoir accès à des latrines chez eux, ce qui correspond à peu près aux taux nationaux d'accès aux latrines dans les zones rurales d'Haïti (Paul et al., 2022). En effet, les participant·e·s à notre étude ont reconnu que le manque d'infrastructures sanitaires et l'accès limité à l'eau potable étaient à l'origine des problèmes de santé de la communauté.

En plus des infrastructures sanitaires limitées, les participant·e·s ont massivement indiqué (82 %) que le manque d'accès à des aliments sains exacerbe les problèmes de santé à Massabielle. Lorsqu'on leur a demandé si les aliments qu'ils consomment répondent à leurs besoins en matière de santé, 55 % ont répondu « non », expliquant leur position par des propos tels que :

- « Le manque de nourriture est un problème qui est à l'origine de certaines maladies dans notre communauté, comme l'anémie. »
- « Les aliments que nous consommons détériorent notre santé, car beaucoup d'entre eux contiennent des ingrédients nocifs. »
- « La maladie H. Pilory est une question d'alimentation. »

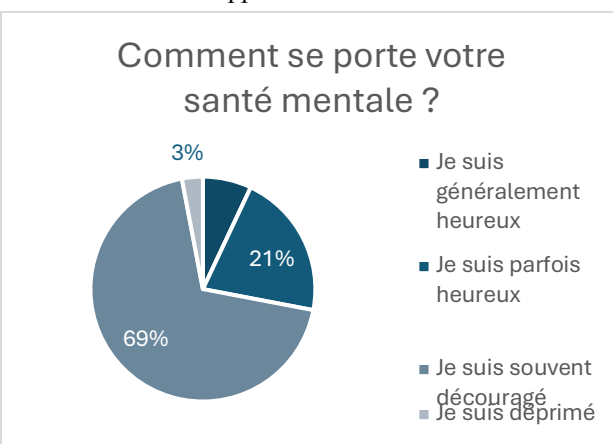
De nombreux participant·e·s ont également établi un lien entre la mauvaise qualité de l'alimentation et la prévalence des maladies, d'une part, et les aliments importés et transformés, d'autre part :

- « C'est avec l'arrivée des produits importés que nous avons commencé à être confrontés à de nouvelles maladies. »
- « Les produits importés nous empêchent de vivre sainement. »
- « La consommation d'aliments importés aggrave les problèmes de santé des membres de la communauté. »

Dans l'ensemble, 90 % des participant·e·s ont estimé que l'accès à davantage de nourriture et à des aliments plus sains aurait un impact positif sur leurs problèmes de santé individuels et communautaires.

Outre les problèmes de santé individuels et communautaires, les participant·e·s ont fait état d'obstacles importants à l'accès aux soins de santé, soulignant que le manque d'hôpitaux et de cliniques et l'incapacité à payer les services de santé constituaient des défis majeurs. Concrètement, environ trois quarts des participant·e·s ont déclaré qu'au cours de l'année écoulée, ils avaient évité de se faire soigner en raison du coût. À la question de savoir quels services de santé les participant·e·s ont tendance à consulter lorsqu'ils ont besoin d'un soutien sanitaire, 93 % ont répondu qu'ils consultaient un médecin occidental, 45 % un *medsen fèy* [médecin des feuilles/médecin traditionnel à base de plantes] et 3 % une *fanm saj* [femme sage/sage-femme].

Les participant·e·s ont également été interrogés sur leur sentiment d'appartenance à la communauté et leur santé mentale, qui, selon les chercheur·euse·s, sont liés à la sécurité alimentaire (Jones, 2017 ; Pourmotabbed et al., 2020 ; Trudell et al., 2021 ; Saputra et al., 2024). Dans l'ensemble, la majorité (59 %) des participant·e·s avaient un fort sentiment d'appartenance à leur communauté, et 38 % ont qualifié sentiment d'appartenance à la communauté de « plutôt fort ». Les participant·e·s ont également tendance à se sentir plutôt satisfaits de leur vie (71 %), mais la plupart d'entre eux (69 %) ont également déclaré qu'ils étaient souvent découragés ou déprimés, 3 % se disant même déprimés. Par ailleurs, 57 % des participant·e·s ont déclaré qu'ils subissaient un stress extrême la plupart du temps et 25 % qu'ils subissaient un stress quotidien.



GENRE ET ALIMENTATION

Le genre a un impact complexe sur la sécurité alimentaire : les droits fonciers, la distribution de la nourriture dans les ménages et les maladies liées au genre ont tous une incidence sur l'accès des femmes à la nourriture. En termes de répartition des terres, tous les participant·e·s ont déclaré que les hommes et les femmes ont les mêmes droits fonciers sur le plan juridique et qu'ils ont le droit d'hériter de quantités égales de terres. Pourtant, 68 % des participant·e·s ont également déclaré que les hommes ont tendance à être prioritaires pour l'héritage des terres. En effet, les chercheur·euse·s ont montré que les filles ont tendance à avoir moins de sécurité foncière sur les terres héritées que les fils (Kelly, Deaton et Amegashie, 2019). Alors que 90 pour cent des participant·e·s ont déclaré qu'il n'y avait pas de préférences sociales en matière de genre qui se manifestent d'autres manières, 10 pour cent des participant·e·s ont déclaré que lorsqu'il n'y a pas assez d'argent pour envoyer les enfants à l'école, les garçons ont tendance à être prioritaires.

À la question de savoir si le sexe a un impact sur la santé, 70 % des participant·e·s ont répondu par la négative. La plupart des participant·e·s pensent que les hommes et les femmes souffrent de la même manière et reconnaissent que de nombreuses maladies touchent à la fois les hommes et les femmes (les participant·e·s ont cité la typhoïde et H. Pilory, par exemple). Néanmoins, certains ont indiqué que les femmes souffraient davantage de problèmes de santé. Par exemple, une participante a déclaré : « Presque tous les membres de la communauté souffrent de la typhoïde et de H. Pylori, mais les femmes sont plus vulnérables. » Certains ont également souligné les problèmes de santé disproportionnés des femmes en matière de santé génésique et d'accouchement. Par exemple, une participante a déclaré :

« En matière de santé, les femmes souffrent plus que les hommes, surtout pendant l'accouchement. Nous n'avons pas d'hôpital dans la communauté. Nous devons transporter les femmes en ville sur un lit de fortune pour qu'elles puissent accoucher. »

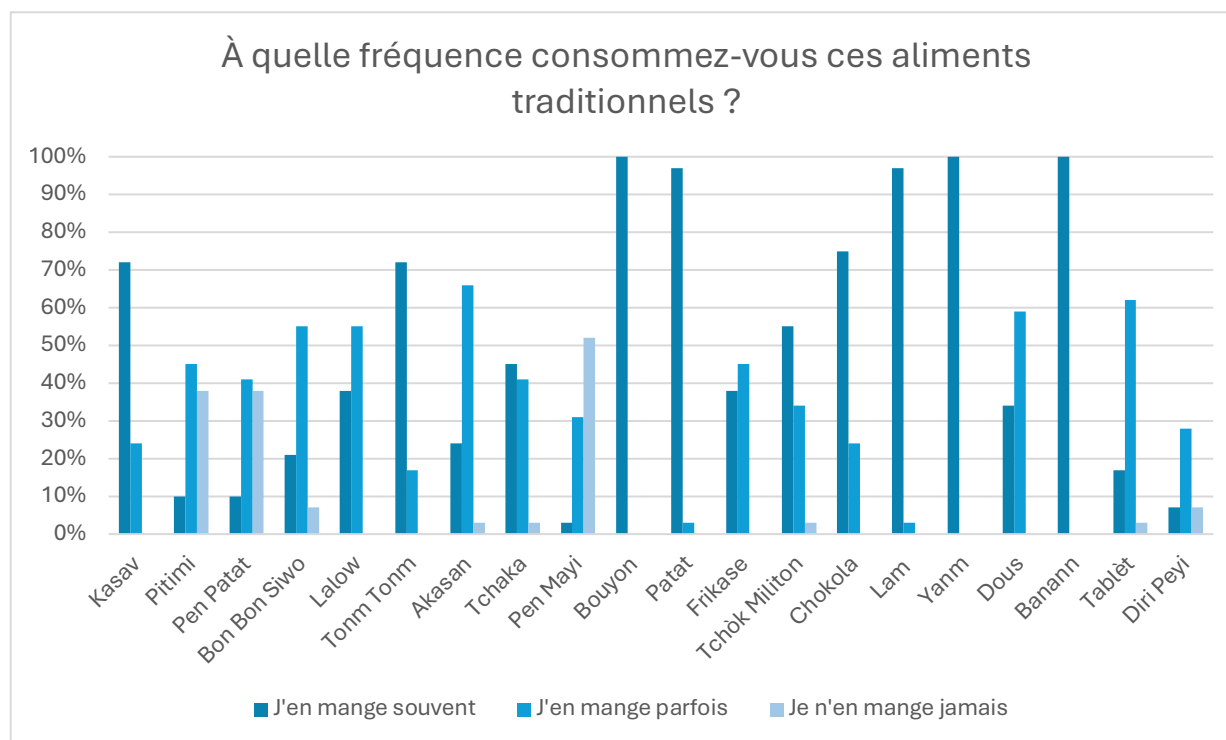
D'autres questions ont également révélé des déséquilibres entre les sexes susceptibles d'avoir un impact sur la santé. Par exemple, alors que les hommes et les femmes sont tous deux engagés dans l'agriculture et que la plupart des participant·e·s (65 %) ont déclaré qu'ils étaient exposés de la même manière aux pesticides et aux engrais chimiques, 35 % des participant·e·s ont déclaré que les hommes étaient plus exposés aux produits agrochimiques. La distribution de nourriture dans les ménages est un autre exemple : la plupart des participant·e·s ont décrit que les femmes ont tendance à être responsables de la préparation et de la distribution de la nourriture, mais que les hommes reçoivent plus de nourriture et sont prioritaires. Les participant·e·s ont notamment déclaré :

- « C’est moi qui prépare le repas et qui mange en premier. Mais je donne plus de viande à mon mari.»
- « Bien sûr, c’est l’homme qui a la priorité pour la nourriture.»
- « Dans la maison, les hommes mangent avant les autres et reçoivent plus de nourriture. Ensuite, il y a les enfants. Les femmes mangent en dernier. »

La distribution de nourriture dans les ménages est un indicateur important de la sécurité alimentaire des femmes, et la prévalence de l’anémie dans les zones rurales d’Haïti, en particulier chez les femmes, est une préoccupation majeure. L’anémie est fortement influencée par le régime alimentaire, et le fait que la distribution alimentaire des ménages — et en particulier la distribution de la viande — soit très sexuée peut avoir un impact sur les taux d’anémie chez les femmes haïtiennes.

CULTURE ALIMENTAIRE

Lorsqu’on leur a demandé de décrire les aliments traditionnels, les participant·e·s ont mentionné : les ignames, les bananes plantains, la dachine, le maïs, le manioc, les patates douces, les haricots, l’arbre à pain, le riz et les mangues. Ces aliments constituent la base du régime alimentaire haïtien (Pressoir et al., 2016). Les participant·e·s ont également mentionné des plats préparés comme le *tchaka* [un ragoût à base de maïs, de haricots, de citrouille et de viande], le *tchòk* [banane Burro], le *tonmtonm* [un plat à base de purée de fruits à pain, *lamveritab*], *mayi moulen* [bouillie salée à base de semoule de maïs], *bouyon* [ragoût de bouillon], *sòs kalalou* [sauce au gombo], *mousa* [à base de purée de manioc et de pois d’Angole], *doukounou* [pudding sucré à base de farine de maïs] et *banbocha/kasav* [pain plat à base de manioc]. Ces plats et aliments correspondent à ceux qui, selon les participant·e·s, sont cultivés dans la communauté. Nous avons demandé aux participant·e·s à quelle fréquence iels mangeaient ces plats et d’autres aliments traditionnels haïtiens, et les participant·e·s consommaient le plus souvent du *lam veritab* [fruit de l’arbre à pain], du *yam* [igname], du *patat* [patate douce], et du *bannann* [banane plantain].



Dans l'ensemble, la plupart des personnes interrogées (66 %) ont déclaré que les aliments qu'elles consomment sont conformes à leurs systèmes alimentaires traditionnels. Les plats à base de tubercules et de bananes plantains sont les aliments les plus consommés, tandis que des aliments comme le *pen mayi* [pain de maïs], le *pen patat* [pain de patate douce] et le *pitimi* [sorgho/mil] sont consommés moins régulièrement. Interrogés sur leur connaissance de nombreux aliments traditionnels, de nombreux participants ont déclaré que le riz local était assez cher, et beaucoup voulaient en savoir plus sur la façon de préparer le *pen patat* et le *pen mayi*.

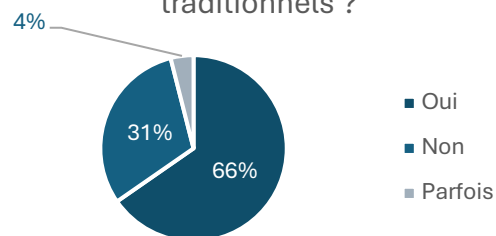
Les trois quarts des participant·e·s ont déclaré qu'ils mangent des aliments traditionnels autant qu'ils le souhaitent et la plupart (60 %) ont déclaré que leur communauté souhaitait préserver les aliments traditionnels. Les participant·e·s ont dit des choses comme :

- « Oui, nous voulons préserver les aliments culturels traditionnels, c'est pourquoi nous continuons à travailler la terre. »
- « Nous voulons préserver les aliments culturels traditionnels, c'est notre identité. »

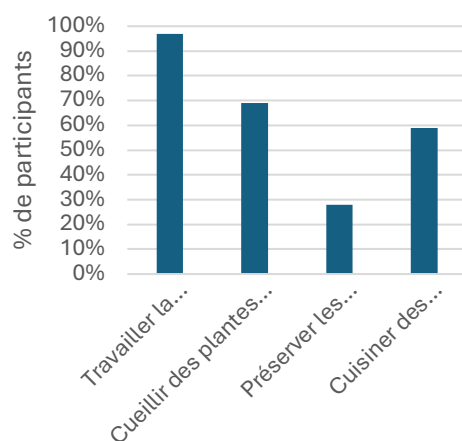
De nombreux participant·e·s sont en effet engagés dans des activités alimentaires traditionnelles, cultivant la terre, cuisinant des aliments traditionnels et cueillant et préservant des plantes traditionnelles et sauvages. Cependant, certains ont également exprimé leur inquiétude quant au fait que les aliments traditionnels ne sont pas suffisamment prioritaires, tant pour les consommateurs que pour les ONG et l'État. Les participant·e·s (66 %) ont exprimé leur inquiétude quant à l'érosion des pratiques agricoles et des cultures traditionnelles dans leur communauté. Par exemple, les participant·e·s s'inquiètent de la disparition de cultures telles que le petit mil et le riz local. En effet, au niveau national, la consommation de maïs, de manioc, d'ignames et de plantains diminue et les produits importés comme l'huile de palme, le poulet et le riz, entre autres, augmentent (Pressoir et al., 2016).

Cette situation a eu un impact non seulement sur l'alimentation et la santé des populations rurales, mais aussi sur les pratiques religieuses. Si la plupart des participant·e·s (55 %) ont indiqué que les aliments destinés aux cérémonies sont disponibles à Massabielle, 38 % d'entre eux ont déclaré que les aliments dont ils ont besoin pour les cérémonies ne sont pas disponibles dans leur communauté, et 7 % ont indiqué qu'ils ne sont disponibles que de façon intermittente. En outre, beaucoup de ceux qui ont indiqué que les aliments pour les cérémonies sont disponibles ont également déclaré que les gens n'ont souvent pas les moyens de les acheter, et beaucoup ont également déclaré qu'ils sont obligés de se rendre à Limbé pour acheter de la nourriture pour les cérémonies.

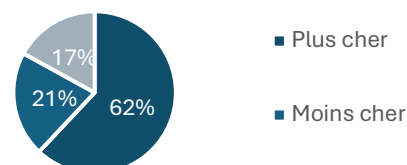
Les aliments que vous consommez correspondent-ils à votre héritage culturel et à vos systèmes alimentaires traditionnels ?



Activités alimentaires traditionnelles



Les aliments de cérémonie sont-ils plus ou moins chers que les autres aliments ?



Interrogés sur les obstacles à la consommation d'aliments traditionnels, de nombreux participant·e·s (40 %) ont déclaré qu'ils étaient trop coûteux. Les participant·e·s ont insisté sur le fait que le riz local est très cher, et beaucoup ont dit que même s'ils souhaitent manger des aliments locaux, il y a des obstacles importants. Comme l'a dit un participant, « nous avons la volonté, mais c'est le manque de moyens qui nous empêche de les consommer ». Certains ont indiqué que l'endroit où ils avaient l'habitude de s'approvisionner en aliments traditionnels avait été aménagé ou repris (12 %), beaucoup ont également déclaré qu'ils ne savaient pas où se procurer certains aliments locaux (8 %) et certains ont indiqué qu'ils ne savaient pas comment préparer des plats traditionnels (4 %). Les participant·e·s ont également indiqué que certains aliments locaux et traditionnels sont considérés comme tabous, 40 % d'entre eux affirmant qu'il existe une discrimination sociale à l'égard des aliments locaux. Par exemple, les participant·e·s ont déclaré :

- « Je choisis souvent de manger des produits importés parce que les gens disent des choses désobligeantes sur les produits locaux.»
- « Parfois, je ne mange pas de *pitimi* [sorgho/mil] parce que les gens disent que c'est de la nourriture des poules.»
- « Souvent, nos enfants ne veulent pas manger de produits locaux parce que les gens disent des choses négatives sur les aliments locaux. »

VISIONS D'AVENIR

Lorsque nous leur avons demandé de décrire les besoins de leur communauté et leur vision de l'amélioration des systèmes alimentaires sains, les participant·e·s ont déclaré qu'ils bénéficieraient de différents types de soutien, notamment pour l'eau, les semences, les outils et les engrais ; la réforme agraire et l'accès à la terre ; le crédit agricole et les services bancaires ; l'accès à des experts et techniciens agricoles pour fournir une formation et aider à résoudre les problèmes lorsqu'ils surviennent ; un centre culturel et pour travailler sur la solidarité mutuelle ; et pour le développement rural et la programmation des systèmes alimentaires pour soutenir les paysan·ne·s et l'agriculture paysanne. Les participant·e·s ont également souligné que pour protéger les aliments traditionnels, il faut que les gens les apprécient et qu'ils aient la possibilité — et les moyens — de consommer des aliments traditionnels locaux. Pour atteindre ces objectifs, les partisans pourraient contribuer à sensibiliser la population à la valeur des aliments locaux (y compris la promotion et la défense des aliments et des producteurs locaux), aux avantages d'éviter les produits chimiques et à la manière d'éviter les produits chimiques et agrochimiques, et pourraient aider à enseigner aux enfants la valeur de ces aliments. Comme l'a dit un participant, « pour mieux protéger les aliments traditionnels haïtiens, nous devons les cultiver, les consommer et apprendre à nos enfants à les aimer ». À un niveau plus large, les participant·e·s ont également exprimé le besoin d'empêcher les produits importés d'envahir la communauté, de créer des centres agroalimentaires qui valorisent les aliments traditionnels, et d'établir des banques agricoles qui soutiennent les agriculteur·trice·s et les produits locaux. Les participant·e·s ont également souligné la nécessité d'améliorer la production et l'accès aux aliments traditionnels.

Lorsqu'on leur a demandé qui travaille actuellement à la résolution des problèmes alimentaires de leur communauté, les participant·e·s ont eu le choix entre plusieurs options (ONG, État et organisations communautaires), mais ils ont massivement déclaré que les paysan·ne·s et les membres de la communauté étaient les principaux acteurs de la résolution des problèmes alimentaires de la communauté. Par exemple, les gens ont dit des choses comme : « Ce sont uniquement les paysan·ne·s qui travaillent sur ces questions », « Personne d'autre que les paysan·ne·s » et « Les agriculteur·trice·s sont les principaux acteurs en matière d'alimentation dans la région ». Un seul participant a mentionné l'État, et personne n'a mentionné les ONG ou les organisations humanitaires.

Enfin, lorsqu'on leur a demandé s'ils souhaitaient ajouter quelque chose, les participant·e·s ont à nouveau souligné le manque de moyens de leur communauté et ont demandé plus de soutien :

- « Nous voulons avoir les moyens de travailler. »
- « Nous avons besoin d'une aide alimentaire dans notre communauté. »
- « Nous espérons que l'État nous apportera son aide. »
- « Nous avons besoin d'aide. »

CONCLUSION

Les obstacles à la sécurité et à la souveraineté alimentaires à Massabielle, et plus largement en Haïti, sont considérables. Les participant·e·s à notre étude ont mis l'accent sur plusieurs problèmes clés, notamment le changement climatique, la distribution alimentaire inéquitable en fonction du sexe, les problèmes de santé et de santé mentale, les risques liés à la sécurité alimentaire, l'accès limité à la terre et à l'eau, l'érosion des aliments traditionnels et les politiques commerciales et humanitaires qui renforcent la dépendance à l'égard des aliments importés au détriment des systèmes alimentaires locaux. Les paysan·ne·s haïtien·ne·s et les groupes de la société civile plaident pour la souveraineté alimentaire depuis plus d'une décennie (La Vía Campesina, 2010 ; PAPDA, 2021). Un changement de paradigme s'opère de plus en plus en Haïti : les valeurs et les objectifs de la souveraineté alimentaire sont de plus en plus adoptés au-delà des mouvements de base. En 2018, le gouvernement haïtien a publié le PSNSSANH (Gouvernement d'Haïti, 2018), marquant la première fois que le langage et les valeurs fondamentales de la souveraineté alimentaire ont été repris par l'État.

Les analyses de la sécurité alimentaire en Haïti mettent souvent l'accent sur les statistiques de la faim, la baisse des rendements agricoles et les causes immédiates de l'insécurité alimentaire telles que l'instabilité politique ou les phénomènes météorologiques défavorables. Ces analyses présentent des lacunes critiques qui pourraient être comblées en les alignant plus étroitement sur le cadre de la PSNSSANH et sur les visions et les expériences des agriculteur·trice·s et des communautés haïtiennes. Comprendre les aspirations et les expériences des Haïtien·ne·s concernant leurs systèmes alimentaires, ainsi qu'une analyse plus large des dynamiques complexes affectant la sécurité alimentaire, comme l'explore cette étude, pourrait s'avérer crucial pour développer des réponses humanitaires efficaces et adaptées au contexte de la crise actuelle en Haïti. En outre, cela permettrait aux décideurs politiques, aux ONG et aux leaders communautaires d'évaluer les moteurs historiques de l'insécurité alimentaire et d'identifier des pistes d'amélioration.

Bien entendu, l'amélioration des évaluations des systèmes alimentaires dans l'optique de la souveraineté alimentaire ne garantit pas que les gouvernements ou les organisations humanitaires réagissent de manière appropriée ni que les ressources et les programmes s'aligneront sur les priorités locales. Néanmoins, les évaluations des systèmes alimentaires offrent des aperçus périodiques importants. Elles sont souvent réalisées plusieurs fois par an et peuvent devenir des archives historiques significatives des vulnérabilités des systèmes alimentaires. L'intégration d'évaluations de la souveraineté alimentaire, comme le fait cette étude, pourrait améliorer la qualité de ces rapports, en fournissant des informations exploitables et historiquement pertinentes. Par exemple, si des évaluations régulières de la souveraineté alimentaire étaient menées, documentant des questions telles que le changement climatique, le poids particulier de la faim sur les femmes, ou les appels locaux à la préservation des aliments traditionnels, un récit très différent pourrait émerger par rapport aux rapports standards sur la sécurité alimentaire, qui ont tendance à se concentrer sur la « documentation des dommages » (Rojo et al., 2022). Un suivi cohérent des préoccupations liées à la souveraineté alimentaire pourrait mettre en évidence les défis persistants, les rendre plus visibles et fournir aux militant·e·s et aux chercheur·euse·s les données nécessaires pour pousser les décideurs politiques et les acteurs internationaux à faire davantage pour soutenir les aspirations des systèmes alimentaires locaux.

RÉFÉRÉNCES

Abi-Habib, M. (2021) 'Why Haiti Still Despairs After \$13 Billion in Foreign Aid', *The New York Times*, 8 July. Available at: <https://www.nytimes.com/2021/07/08/world/haiti-foreign-aid.html> (Accessed: 23 September 2024).

Accilien, C. (2008) *Rethinking Marriage in Francophone African and Caribbean Literatures*. Lanham, MD: Lexington Books.

Alvarez, M.D. and Murray, G.F. (1981) *Socialization for Scarcity: child feeding beliefs and practices in a Haitian Village*. Port-au-Prince, Haiti: USAID.

Berman, D. and Kuperberg, I. (2024) *In Haiti, Private Sector Links are Boosting Farmer Incomes, International Finance Corporation (IFC)/World Bank Group*. Available at: <https://www.ifc.org/en/stories/2024/haiti-private-sector-boosting-farmer-incomes> (Accessed: 20 September 2024).

Burchi, F. and De Muro, P. (2016) 'From food availability to nutritional capabilities: Advancing food security analysis', *Food Policy*, 60, pp. 10–19. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2015.03.008>.

CDC (2024) *Haiti | CDC Yellow Book 2024, Center for Disease Control*. Available at: <https://wwwnc.cdc.gov/travel/yellowbook/2024/itineraries/haiti#> (Accessed: 11 October 2024).

Coates, J. (2013) 'Build it back better: Deconstructing food security for improved measurement and action', *Global Food Security*, 2(3), pp. 188–194. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2013.05.002>.

Comité Interministériel d' Aménagement du Territoire (2015) *Comité Interministériel d' Aménagement du Territoire*. Projet de Sécurité Foncière en Milieu Rural (PSFMR) [Rural land security project]. Comité Interministériel d' Aménagement du Territoire. Available at: <http://ciat.gouv.ht/projets/projetde- securité-fonciere-en-milieu-rural-psfmr>.

David Eckstein, V.K. (2021) *Global Climate Risk Index 2021*. GermanWatch. Available at: <https://www.germanwatch.org/en/19777> (Accessed: 26 September 2024).

Dolisca, F. *et al.* (2007) 'Land tenure, population pressure, and deforestation in Haiti: The case of Forêt des Pins Reserve', *Journal of Forest Economics*, 13(4), pp. 277–289. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.jfe.2007.02.006>.

Eckert, E. and Latané, A. (2017) *The Sorghum Value Chain in Haiti: a mapping and analysis*. North Carolina, US: RTI International. Available at: https://www.rti.org/sites/default/files/resources/18593654_Eckert_Latane_WorkingPaper2017_04_Sept26_Final.pdf.

Edmonds, K. (2013) 'Beyond Good Intentions: The Structural Limitations of NGOs in Haiti', *Critical Sociology*, 39(3), pp. 439–452. Available at: <https://doi.org/10.1177/0896920512437053>.

FAO (1996) 'Rome Declaration on World Food Security and World Food Summit Plan of Action', in. *World Food Summit*, Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Government of Haiti (2018) *Politique et Stratégie Nationales de Souveraineté et Sécurité Alimentaires et de Nutrition en Haïti (PSNSSANH)*. Volume 1 and 2. République d'Haïti, Port-au-Prince.

Greenstein, J. (2012) *Haiti's Road Less Traveled, Frontlines: United States Agency for International Development*. Available at: <https://2012-2017.usaid.gov/news-information/frontlines/economic-growth/haitis-road-less-traveled>.

Guillaume, D. *et al.* (2023) 'Decolonization of Global Health in Haiti: A Call for Equity, Partnerships, Scholarship, and Informed Action', *Global Health: Science and Practice*, 11(3), p. e2200298. Available at: <https://doi.org/10.9745/GHSP-D-22-00298>.

Haiti Now (2017) *National Academic Achievement, Ayiti Now Corp*. Available at: <https://www.haiti-now.org/national-academic-achievement/> (Accessed: 7 October 2024).

HelgiLibrary (2024) *Passenger Cars Per 1,000 People in Haiti, Helgi Library*. Available at: <https://www.helgilibrary.com/indicators/passenger-cars-per-1000-people/haiti> (Accessed: 7 October 2024).

Jones, A.D. *et al.* (2013) 'What are we assessing when we measure food security? A compendium and review of current metrics', *Advances in Nutrition (Bethesda, Md.)*, 4(5), pp. 481–505. Available at: <https://doi.org/10.3945/an.113.004119>.

Jones, A.D. (2017) 'Food Insecurity and Mental Health Status: A Global Analysis of 149 Countries', *American Journal of Preventive Medicine*, 53(2), pp. 264–273. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.amepre.2017.04.008>.

Joseph, L. *et al.* (2023) 'Sustainable agriculture and food sovereignty in Haiti: sharing knowledge and shaping understanding of food systems at the University of Fondwa', *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 7. Available at: <https://doi.org/10.3389/fsufs.2023.1230763>.

Kelly, L.D., Deaton, B.J. and Amegashie, J.A. (2019) 'The Nature of Property Rights in Haiti: Mode of Land Acquisition, Gender, and Investment', *Journal of Economic Issues*, 53(3), pp. 726–747. Available at: <https://doi.org/10.1080/00213624.2019.1644922>.

Kushner, J. (2019) 'Haiti and the failed promise of US aid', *The Guardian*, 11 October. Available at: <https://www.theguardian.com/world/2019/oct/11/haiti-and-the-failed-promise-of-us-aid> (Accessed: 23 September 2024).

Lopes, A.F. (2016) *Beyond the mountains, more mountains : disaster response, mass-displacement and the land tenure puzzle in Haiti*. University Bochum. Available at: <https://doi.org/20.500.11825/188> (Accessed: 8 October 2024).

Louis, Y.E. *et al.* (2021) 'H. Pylori Infection: A Silent Epidemic that Affects Disadvantaged Populations in Haiti', *Global Health: Annual Review*, 1(6). Available at: <https://journals.mcmaster.ca/ghar/article/view/2664> (Accessed: 11 October 2024).

Moral, P. (1961) *Le paysan Haïtien: Étude sur la vie rurale en Haïti [The Haitian peasant: a study of rural life in Haiti]*. Paris, France: Maisonneuve and Larose.

Nicholls, D. (1985) *Haiti in Caribbean Context: Ethnicity, Economy and Revolt*. New York: St. Martin's Press.

NYU School of Law Center for Human Rights and Global Justice *et al.* (2010) *Sak Vid Pa Kanpe: The Impact of U.S. Food Aid on Human Rights in Haiti*. NYU School of Law Center for Human Rights and Global Justice; Partners in Health; RFK Center for Justice and Human Rights; Zanmi Lasante. Available at: <https://www.pih.org/sites/default/files/2017-07/Sak-Vid-Pa-Kanpe-The-Impact-of-U.S.-Food-Aid-on-Human-Rights-in-Haiti.pdf>.

Palacios, A.M. *et al.* (2021) 'Differences in factors associated with anemia in Haitian children from urban and rural areas', *PLoS ONE*, 16(4), p. e0247975. Available at: <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0247975>.

Paul, B. *et al.* (2022) 'Socio-economic and demographic factors influencing open defecation in Haiti: a cross-sectional study', *BMC Public Health*, 22(1), p. 2156. Available at: <https://doi.org/10.1186/s12889-022-14619-2>.

Pourmotabbed, A. *et al.* (2020) 'Food insecurity and mental health: a systematic review and meta-analysis', *Public Health Nutrition*, 23(10), pp. 1778–1790. Available at: <https://doi.org/10.1017/S136898001900435X>.

Pressoir, G. *et al.* (2016) 'Les filières agricoles Haïtiennes: un marché intérieur à reconquérir', in *Une étude exhaustive et stratégique du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement*. CIRAD: Agricultural Research for Development. Available at: <https://agritrop.cirad.fr/580386/1/ID580386.pdf>.

Ramachandran, V. and Walz, J. (2015) 'Haiti: Where Has All the Money Gone?', *Journal of Haitian Studies*, 21(1), pp. 26–65.

Reliefweb (2024) *Haiti Emergency Situation Report No. 30*. Available at: <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-emergency-situation-report-no-30-2-august-2024> (Accessed: 15 October 2024).

Saputra, R. *et al.* (2024) 'The impact of food insecurity on mental health: a critical review', *Journal of Public Health*, p. fdæ121. Available at: <https://doi.org/10.1093/pubmed/fdae121>.

- Schuller, M. (2016) *Humanitarian Aftershocks in Haiti*. New Jersey. Available at: <https://www.rutgersuniversitypress.org/humanitarian-aftershocks-in-haiti/9780813574233/> (Accessed: 23 September 2024).
- Schuller, M. (2017) 'Haiti's "Republic of NGOs"', *Current History*, 116(787), pp. 68–73.
- Schwartz, T. (2015) 'History of NGOs and Disaster in Haiti'.
- Scicchitano, J.S. (2019) 'International measurement of food security: Enhancing alignment between evidence and assistance programs', *Journal of Public Affairs*, 19(3), p. e1837. Available at: <https://doi.org/10.1002/pa.1837>.
- Singh, B. and Cohen, M. (2014) *Climate Change Resilience: The case of Haiti*. University of Montréal/Oxfam America.
- Smucker, G.R., White, T.A. and Bannister, M. (2000) *Land Tenure and the Adoption of Agricultural Technology in Haiti*. Washington, DC: Ag Econ Search/CGIAR/International Food Policy Research Institute.
- Steckley, M. *et al.* (2023) 'Food sovereignty for health, agriculture, nutrition, and gender equity: Radical implications for Haiti', *Development Policy Review*, 41(6), p. e12711. Available at: <https://doi.org/10.1111/dpr.12711>.
- Steckley, M. *et al.* (2024) 'A community-engaged tool for evaluating food sovereignty in Haiti and beyond', *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 0(0), pp. 1–27. Available at: <https://doi.org/10.1080/21683565.2024.2388694>.
- Steckley, M. and Shamsie, Y. (2015) 'Manufacturing corporate landscapes: the case of agrarian displacement and food (in)security in Haiti', *Third World Quarterly*, 36(1), pp. 179–197. Available at: <https://doi.org/10.1080/01436597.2015.976042>.
- Steckley, M. and Steckley, J. (2023) 'Food Sovereignty for Food Security, Nutrition, and Climate Resilience: How Food Security Has Failed Haiti, and Why Peasants Want Food Sovereignty', in P. Gadhoke, B. Brenton, and S.H. Katz (eds) *Transformations of Global Food Systems for Climate Change Resilience*. 1st edn. Boca Raton: CRC Press, p. 19.
- Steckley, M. and Weis, T. (2017) 'Agriculture in and beyond the Haitian catastrophe', *Third World Quarterly*, 38(2), pp. 397–413. Available at: <https://doi.org/10.1080/01436597.2016.1256762>.
- Stokenberga, A. *et al.* (2023) *The Rough Road to Services and Livelihood Opportunities in Rural Haiti and the Added Impact of Natural Disasters*. The World Bank (Policy Research Working Papers). Available at: <https://doi.org/10.1596/1813-9450-10550>.
- Taylor, L. (2023) 'Haiti: 97% of households in some areas suffering from severe hunger', *The Guardian*, 18 August. Available at: <https://www.theguardian.com/global-development/2023/aug/18/haiti-hunger-crisis-mercy-corps> (Accessed: 20 September 2024).

The Earth Institute (2012) *Options for Land Tenure Dispute Management in Rural Haiti: challenges and opportunities in the Côte Sud*. Columbia University International and Public Affairs. Available at: <https://www.haiti-now.org/wp-content/uploads/2021/02/2012-options-for-land-tenure-dispute-management-in-rural-haiti.pdf?srltid=AfmBOoqnaAzodacErwaNOVfr3NyyVp8zUcbrwcneFvQav2P6d7YvnKzl>.

Thomas, K., Rosenberger, J.G. and Pawloski, L.R. (2014) 'Food Security in Bombardopolis, Haiti', *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 9(2), pp. 230–243. Available at: <https://doi.org/10.1080/19320248.2014.908446>.

Trudell, J.P. *et al.* (2021) 'The impact of food insecurity on mental health in Africa: A systematic review', *Social Science & Medicine*, 278, p. 113953. Available at: <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2021.113953>.

UN News (2024) *Chaos across Haiti amid high risk of famine, United Nations: UN News Global perspective Human stories*. Available at: <https://news.un.org/en/story/2024/03/1147502> (Accessed: 20 September 2024).

USAID (2010) *LandLinks: Haiti, LandLinks*. Available at: <https://www.land-links.org/country-profile/haiti-2/> (Accessed: 9 October 2024).

USAID/Office of Foreign Disaster Assistance (2010) *Seed System Security Assessment Haiti*. République d'Haïti, International Center for Tropical Agriculture (CIAT), United States International Development Agency, Catholic Relief Services, UN-FAO, ACDI, World Concern, University of East Anglia, Save the Children, World Vision, p. 102. Available at: <https://seedssystem.org/wp-content/uploads/2014/03/SSSA-Haiti-Main-Report.pdf>.

Weins, T. and Sobrado, C.E. (1998) *Haiti: The challenges of poverty reduction*. Text/HTML The World Bank Technical Papers No. 2. Washington, DC: The World Bank. Available at: <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/637201468751764686/Main-report> (Accessed: 7 October 2024).

World Bank Group (2023) *A stronger agriculture sector makes food more accessible to all Haitians*, World Bank. Available at: <https://projects.worldbank.org/en/results/2023/04/11/a-stronger-agriculture-sector-makes-food-more-accessible-to-all-haitians> (Accessed: 20 September 2024).

World Bank Group (2024) 'GDP per capita- Haiti'. Available at: <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=HT>.

Yarrington, L. (2015) 'The Paved and the Unpaved: Toward a Political Economy of Infrastructure, Mobility, and Urbanization in Haiti', *Economic anthropology*, 2(1), pp. 185–204. Available at: <https://doi.org/10.1002/sea2.12024>.